

# Exposition sur le ciel étoilé et l'environnement nocturne

Cahier des clauses administratives particulières

Marché à procédure adaptée (MAPA)  
N°2018/PNC/MAPA/05bis

# SOMMAIRE

1. DISPOSITIONS GENERALES .....	3
1.1 Objet du marché .....	3
1.2 Procédure de passation .....	3
1.3 Sous-traitance .....	3
1.4 Décomposition en tranches.....	3
1.5 Type de la mission .....	3
1.6 Clause de réexamen .....	3
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	3
2.1 Pièces particulières .....	3
2.2 Pièces générales .....	4
3. DUREE DU MARCHÉ – DELAI D’EXECUTION .....	4
4. CONDITIONS GENERALES D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	4
4.1 Conditions imposées pour les prestations à réaliser .....	4
4.2 Moyens du titulaire .....	4
4.3. Assurances - Responsabilité .....	4
4.4 Obligations du titulaire .....	5
4.5 Garantie technique .....	5
5. ETABLISSEMENT ET VARIATION DES PRIX.....	5
5.1 Établissement du prix .....	5
5.2 Forme du prix.....	6
5.3 Prestations supplémentaires.....	6
6. MODALITES DE REGLEMENT .....	6
6.1 Avance forfaitaire .....	6
6.2 Demandes de paiement .....	6
6.3 Modalités de règlement des comptes.....	7
6.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants .....	7
7. PENALITES.....	7
8. ARRET DE L’EXECUTION DE LA PRESTATION .....	8
9. RESILIATION DU MARCHÉ .....	8
10. CONFIDENTIALITE ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	8
11. REGLEMENT DES LITIGES.....	8
12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	8

# 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 Objet du marché

Le présent marché porte sur la conception et la fabrication d'une exposition autour du ciel et de l'environnement nocturne.

L'exposition sera pensée sous la forme d'une mise en scène qui permettra au visiteur d'être en position de découverte d'ambiances (lumineuse, sonore...) et surtout d'actions concrètes qu'il va pouvoir mettre en œuvre pour faire évoluer ses pratiques et devenir acteur de la lutte contre la lumière excessive et pour la préservation de l'environnement nocturne.

Le présent marché prévoit également la conception d'un livret pédagogique associé à l'exposition.

## 1.2 Procédure de passation

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché de prestations intellectuelles.

Ce marché public est un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles 4 et 42 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, et des articles 27 et 34 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics. Toutes les précisions sont données par la suite quant aux modalités de la consultation.

## 1.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne responsable du marché et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

## 1.4 Décomposition en tranches

Le présent marché comporte deux tranches, une ferme, une conditionnelle.

## 1.5 Type de la mission

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire la mission définie au cahier des clauses techniques particulières.

## 1.6 Clause de réexamen

En application et dans le respect des articles 139 et 140 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le marché pourra être modifié en cours d'exécution par le pouvoir adjudicateur, afin d'adapter les prestations initialement demandées en cours de réalisation du marché si cela s'avérait nécessaire.

# 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

## 2.1 Pièces particulières

1. l'acte d'engagement (ATTR1) et son annexe financière (évaluation détaillée de la mission, bordereau des prix...);
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP);



Parc national des Cévennes

3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. le dossier remis par le titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir avec son offre, toute la documentation requise et l'ensemble des correspondances et livrables, rédigés en français.

## **2.2 Pièces générales**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Prestations intellectuelles (CCAP/PI) - arrêté du 16 septembre 2009 ;
- les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux prestations objet du marché, le cas échéant, en vigueur lors de la remise des offres.

Ces pièces prévaudront sur toutes autres pièces (contrat...) prévues et utilisées par le prestataire.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent marché doivent être rédigés en français.

## **3. DUREE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION**

La durée du marché est de 9 mois à compter de la date de notification du marché au titulaire.

## **4. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1 Conditions imposées pour les prestations à réaliser**

Les conditions générales d'exécution des prestations seront réalisées suivant les modes d'organisations générale et particulière, décrits au CCTP.

### **4.2 Moyens du titulaire**

Le titulaire exécute toutes les prestations prévues au présent marché avec le personnel et le matériel décrits dans son offre.

A tout moment, ces matériels et les personnels devront être suffisants, tant en nombre qu'en capacité technique, pour assurer la bonne exécution du marché.

L'attention du titulaire est attirée sur l'obligation absolue d'assurer à l'établissement public du Parc national des Cévennes l'exécution des prestations demandées dans les délais prévus par le présent marché.

### **4.3. Assurances - Responsabilité**

Le titulaire contracte à ses frais toutes assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'expose l'activité entreprise au titre du présent contrat. En particulier, le prestataire doit justifier auprès de l'EP PNC qu'il a souscrit une assurance relative à la garantie civile et professionnelle.

Le prestataire s'engage :

- à respecter strictement l'ensemble des obligations légales et réglementaires ou contractuelles pesant sur lui, en matière de fiscalité notamment,
- à assumer la totalité des risques financiers et fiscaux qui pourraient naître de son activité propre ou de ses relations avec ses partenaires (associations, organismes publics, sociétés de droit privé...) ou prestataires,



- et ainsi à assumer seul et sans que la responsabilité de l'EP Parc national des Cévennes puisse être engagée d'une quelconque manière, tout redressement qui pourrait être opéré par les services fiscaux, et notamment en matière d'application de la TVA.

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par les intéressés avant la notification du marché. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur, et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

En tout état de cause, il est seul responsable envers l'EP PNC du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions du contrat.

#### **4.4 Obligations du titulaire**

En cas de défaillance du titulaire et d'une impossibilité d'assurer les prestations pour quelque raison que ce soit, celui-ci doit immédiatement :

- prévenir l'autorité compétente ;
- l'informer des dispositions qu'il compte prendre pour assurer la continuité du service et des prestations.

#### **4.5 Garantie technique**

Les délais de garantie sont spécifiés par le titulaire dans l'acte d'engagement.

### **5. ETABLISSEMENT ET VARIATION DES PRIX**

#### **5.1 Établissement du prix**

Les prix du marché sont établis en EUROS et s'entendent franco de port. Les prix sont hors TVA et sont établis en tenant compte de toutes les sujétions d'exécution prévues dans les pièces du présent dossier.

En particulier, ils sont réputés comprendre toutes charges salariales, fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la fabrication, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au transport/frais d'envoi jusqu'au lieu de livraison, au déchargement, stationnement et à l'installation.

Les tarifs incluent les déplacements et, le cas échéant, les frais de restauration et d'hébergement.

En complément de l'article 10 du CCAG-PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix, dans le cadre de marchés conclus en groupement :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances,
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire du lot de ce sous-traitant ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances et les conséquences de ces défaillances.



## 5.2 Forme du prix

Les prix sont réputés forfaitaires, fermes et définitifs. Les prestations sont commandées et réglées dans les conditions fixées en annexe financière de l'acte d'engagement.

## 5.3 Prestations supplémentaires

Les réunions supplémentaires qui s'avèreraient nécessaires pourront être commandées sur la base du tarif indiqué au bordereau des prix.

L'EP PNC pourra demander des prestations supplémentaires, non prévues au bordereau des prix, au titulaire du marché. Un devis sera alors élaboré par le prestataire, puis soumis à l'EP Parc national des Cévennes pour accord avant toute commande. Un avenant sera conclu en conséquence.

## 6. MODALITES DE REGLEMENT

### 6.1 Avance forfaitaire

Une avance de 30 % pourra être versée au titulaire dès la notification du marché, sur demande écrite du titulaire.

### 6.2 Demandes de paiement

Le titulaire adressera ses factures en référence à l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement, sur la base des prestations réalisées, en € HT et € TTC, à l'achèvement des prestations de chacune des phases de la mission.

La facture de solde sera adressée à l'EP PNC après production de l'ensemble des éléments et/ou rapports tels que définis au CCTP.

Les factures seront adressées en un exemplaire original à l'attention de :  
Mme la directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes  
6 bis place du Palais  
48400 Florac Trois Rivières

#### Les factures comprendront :

Le montant H.T. afférent à chacun des paiements, majoré de la TVA à la charge de l'administration à la date de la facturation, ainsi que les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du prestataire/fournisseur et de l'EP PNC ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro d'identification à la T.V.A., le taux et le montant de la T.V.A. ;
- l'intitulé et le numéro du marché ;
- la date de la facture ;
- le numéro de son compte postal ou bancaire ;
- la prestation assurée ;
- le prix unitaire et les quantités réellement livrées ;
- la date d'exigibilité.

En cas de désaccord, la personne responsable du marché en informe le titulaire qui apporte les modifications requises à sa demande de paiement.



### 6.3 Modalités de règlement des comptes

Les montants des sommes versées sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur. L'administration se libérera des sommes dues au titre du présent marché par virement administratif dans un délai maximal de 30 jours, conformément à l'article 1 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai entraînera le versement d'intérêts moratoires. Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 modifié relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

### 6.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

#### Sous-traitants

La déclaration et le paiement des sous-traitants sont régis par les articles 133 à 137 du décret 2016-360 du 15 mars 2016 relatif aux marchés publics.

#### Cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

## 7. PENALITES

Lorsque le délai contractuel d'intervention est dépassé, le titulaire encourt des pénalités sans mise en demeure préalable. En dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, elles sont fixées à 50 € par jour de retard.

Les retards dans l'exécution des prestations s'apprécient par rapport au planning prévisionnel ou au délai contractuel d'intervention ou en fonction des délais d'exécution fixés dans l'acte d'engagement, à compter de la date de notification du marché ou de la commande.

Dans le cas où le prestataire se verrait retardé dans l'exécution des travaux par toute cause étrangère à son activité, il doit signaler, dans les cinq jours et par écrit, les raisons et l'importance de ce retard. A défaut de le faire, il n'est pas fondé à élever de réclamation et les pénalités de retard lui sont entièrement applicables.

## 8. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

Dans la mesure où des phases techniques ou des tranches sont prévues dans l'acte d'engagement et ce conformément à l'article 20 du CCAG-PI, la personne responsable du marché se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune de ces phases techniques ou tranches, sans indemnité.

## 9. RESILIATION DU MARCHÉ

En dérogation aux articles 32.1 et 32.2 du CCAG-PI, en cas de manquements aux obligations du prestataire, le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement et sans dédommagement le contrat, après mise en demeure restée infructueuse. Ne seront réputés acquis que les paiements correspondants aux prestations réalisées et jugées utilisables.

La mission sera résiliée par décision adressée par lettre recommandée avec avis de réception et dans un délai de 15 jours à réception dudit courrier.

Le CCAG-PI s'applique dans les autres cas.

Dans tous les cas, le titulaire fournira le rapport tel que décrit dans le CCTP, sur les prestations réellement effectuées et sur les résultats obtenus.

## 10. CONFIDENTIALITE ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura eu la connaissance durant l'exécution de la mission.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à citer, le cas échéant, les sources d'études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation de la prestation faisant l'objet du présent marché.

L'option B de l'article 25 du C.C.A.G. « Prestations intellectuelles » s'applique dans le cadre du présent marché. L'établissement public du Parc national des Cévennes jouira comme il l'entend de l'étude de marchés en tant que propriétaire de l'ouvrage.

## 11. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Tout litige relatif à l'exécution du présent marché sera soumis à l'initiative de l'une ou l'autre des parties au Tribunal administratif de Nîmes.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

## 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX



Parc national des Cévennes

Page 8 sur 9



Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG/PI :

Article du CCAP	Nature de la dérogation	Article du CCAG / PI
4.3	Assurance et garantie financière	9
5.1	Contenu des prix	10
7	Formule de calcul des pénalités	14
9	Résiliation du marché	32.1 et 32.2

Fait à

Le

Le titulaire